



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURES DE LA MARNE ET DE L'AUBE

LAEP10

0261 3X0021

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU  
PAYS D'ANGLURE**

**Définition des périmètres de protection  
du captage communautaire situé  
sur la commune de GRANGES SUR AUBE**

**DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

Le Préfet de la Région Champagne-Ardenne  
Préfet de la Marne,

Le Préfet de l'Aube

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU :

- le code de l'environnement et en particulier ses articles L214-1 à L214-4 et L215-13,
- le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles R 11-4 à R 11-14,
- le code de la Santé Publique, ses articles L 1321-2 et L 1321-3 modifiés par la loi n° 2004-806 du 9 août 2004, et R 1321-6 et R 1321-7,
- le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123-16 et R 123-23,
- le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article R 2224-34,
- les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration et à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration,
- le décret n° 2006-881 du 17 juillet 2006 modifiant le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration,
- le décret n° 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
- le décret n° 2007-49 du 11 Janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine,

- le décret n° 2007-1581 du 7 novembre 2007 relatif aux servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique,
- l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche et de Monsieur le Ministre de l'Environnement en date du 22 novembre 1993 relatif au Code des bonnes pratiques agricoles,
- l'arrêté de Madame la Ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports en date du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine,
- l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2009 de M. le Préfet de la Marne relatif au programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
- l'arrêté préfectoral n°09.1995 du 26 juin 2009 de M. le Préfet de l'Aube relatif au quatrième programme d'action relatif à la pollution des eaux par les nitrates,
- la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990, relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- la circulaire interministérielle n° 97-2 du 2 janvier 1997 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- le dossier de définition des périmètres de protection du captage communautaire situé au lieudit « Le Pré de la Planche » parcelle n°63, section ZD, indice de classement : 261-3X-0071, destiné à l'alimentation en eau potable des communes de Anglure, Allemanche, Bagneux, Baudement, Clesles, Granges sur Aube, la Chapelle Lasson, Marsangis, Saint Just-Sauvage et de Saint Quentin le Verger comprenant le rapport hydrogéologique du 24 juillet 1990 et les plan et états parcellaires des terrains inclus dans les périmètres,
- la délibération n° 502 en date du 27 juin 2007 adoptant la définition des périmètres de protection et portant engagement d'indemniser les propriétaires des parcelles frappées de servitudes de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par l'imposition de ces servitudes,
- le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté interdépartemental en date du 16 février 2010, dans les communes de Granges sur Aube, Etreille sur Aube et Bagneux en vue de la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du captage communautaire (lieudit «Le Pré de la Planche»),

#### CONSIDERANT :

- le courrier de Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Champagne-Ardenne, Directrice Départementale de la Marne par intérim en date du 26 octobre 2006 sur les résultats de la visite technique,

- l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 19 avril 2010,
- l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Marne en date du 10 mars 2011,
- l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de l'Aube en date du 20 juillet 2011,

**Sur la proposition de Monsieur le Délégué Territorial Départemental de la Marne,**

**Sur la proposition de Madame la Déléguée Territoriale Départementale de l'Aube,**

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

Sont déclarées d'utilité publique :

- la création des périmètres de protection du captage AEP de la Communauté de Communes du Pays d'Anglure situés sur le territoire de la Commune de Granges sur Aube au lieudit «Le Pré de la Planche» section ZD, parcelle n° 63, indice de classement : 261-3X-0071, réalisés par la Communauté de Communes en vue de l'alimentation en eau potable des communes de Anglure, Allemanche, Bagneux, Baudement, Clesles, Granges sur Aube, la Chapelle Lasson, Marsangis, Saint Just-Sauvage et de Saint Quentin le Verger,
- l'imposition des servitudes en ce qui concerne les périmètres de protection rapprochée et éloignée, tels qu'ils figurent sur les plan et états parcellaires annexés à cet arrêté et consultables en mairie de Granges sur Aube.

### **ARTICLE 2 : INDEMNISATION**

Conformément à l'engagement pris par le conseil communautaire dans sa séance du 27 juin 2007, la Communauté de Communes du Pays d'Anglure devra indemniser les propriétaires des parcelles frappées de servitudes de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par l'imposition de ces servitudes.

### **ARTICLE 3 : PRELEVEMENT**

La Communauté de Communes est autorisée à utiliser, à des fins de consommation humaine, l'eau prélevée dans le milieu naturel du captage au lieudit «Le Pré de la Planche» sur le territoire de la Commune de Granges sur Aube.

Les volumes à prélever par la Communauté de Communes sur le captage situé sur le territoire de la Commune de Granges sur Aube ne pourront excéder 100 m3/heure ou 1 000 m3/jour.



#### **ARTICLE 4 : AUTORISATION SANITAIRE**

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par l'arrêté du 11 Janvier 2007. Lorsqu'elles devront être traitées, le procédé de traitement, son installation et son fonctionnement sont soumis à autorisation.

La chloration de l'eau ne s'effectuera pas à la crépine. Un dispositif de prélèvement devra permettre le prélèvement pour analyser l'eau brute.

#### **ARTICLE 5 : MODIFICATION DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

Conformément à l'arrêté du 20 Juin 2007 susvisé, toutes modifications des caractéristiques définies dans la présente autorisation devront faire l'objet d'un arrêté préfectoral.

En cas d'abandon du captage, un arrêté préfectoral devra être pris pour annuler la déclaration d'utilité publique.

#### **ARTICLE 6 : DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION**

Il est établi autour du captage un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée en application des dispositions des articles L 1321-2 et L 1321-3 du Code de la Santé Publique, conformément aux indications du plan et des états parcellaires joints ou consultables en mairie de Granges sur Aube, siège de l'enquête.

Un périmètre éloigné est également fixé conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joints ou consultables en mairie de Granges sur Aube, siège de l'enquête.

Le périmètre de protection immédiat, dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété, sera clôturé conformément au plan parcellaire joint, à la diligence et aux frais de la Communauté de Communes.

**La superficie du périmètre de protection immédiate est de : 3 a 80 ca.**

**La superficie du périmètre de protection rapprochée est de : 18 ha 85 a 08 ca.**

**La superficie du périmètre de protection éloignée est de : 60 ha 50 a 31 ca.**  
Les périmètres sont définis sur le plan et l'état parcellaire joints.

## ARTICLE 7

### I - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE :

Sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau. Ce périmètre est la propriété de la Commune de Granges sur Aube et mis à disposition de la Communauté de Communes du Pays d'Anglure par convention. Il devra être clôturé pour en interdire l'accès à toute personne étrangère au Service des Eaux et éviter la pénétration du gibier. Ce périmètre devra être débroussaillé et régulièrement entretenu. L'usage de produits phytosanitaires est interdit.

### II - REGLEMENTATION DES ACTIVITES DANS LES PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE ET ELOIGNEE :

Les activités polluantes dans le périmètre de protection rapprochée peuvent être soit interdites, soit soumises à réglementation spécifique, soit soumises à la réglementation générale, alors qu'à l'intérieur du périmètre de protection éloignée, elles sont soit soumises à réglementation spécifique, soit soumises à la réglementation générales.

Sont soit interdites, soit soumises à réglementation spécifique, soit soumises à la réglementation générale, les activités suivantes :

#### 1- TRAVAUX SOUTERRAINS

##### Forages :(1)

***Dans le périmètre de protection rapprochée :*** interdit (sauf les ouvrages d'alimentation en eau publique), pour ne pas risquer d'interférence avec les captages AEP.

Les ouvrages existants sont autorisés, mais devront être, si besoin, protégés :

- Les puits devront être équipés d'une margelle autour de chaque tête d'ouvrage de 0,30 m de hauteur et d'une couverture suffisamment étanche pour empêcher la pénétration des animaux et de tout corps étranger,
- Les forages seront protégés par une dalle de ciment présentant une pente vers l'extérieur, sur 3 m<sup>2</sup> autour de la tête de l'ouvrage en vue d'assurer une protection contre les infiltrations superficielles,
- Les ouvrages devront être fermés par un capot étanche mini d'un cadenas ou par un bâtiment fermé à clé permettant d'éliminer le risque d'introduction directe de produits polluants dans la nappe.

De plus, les ouvrages devront respecter la réglementation en vigueur.

Si la pompe est mue par un moteur thermique, l'aire de remplissage de carburant devra être placée sur rétention.

***Dans le périmètre de protection éloignée :*** conforme à la réglementation générale. Si besoin, les ouvrages existants devront être étanchéifiés et clos.

Les forages (ou captages) d'eau de tiers captant le même aquifère seront implantés et exploités de telle sorte qu'ils ne puissent, en aucun cas, modifier les écoulements actuels de la nappe au droit du point d'eau.

Les ouvrages feront l'objet de protections spécifiques : cimentation dans la zone non saturée, margelle, capot de fermeture cadénassé.

Si la pompe est mue par un moteur thermique, l'aire de remplissage sera installée dans un bac de rétention.

Le puits existant, muni d'une pompe mécanique destiné à abreuver le bétail devra être conservé en l'état et utilisé exclusivement à cet usage. Il ne devra pas être équipé d'une pompe électrique ou thermique et ne devra pas être élargi ou recreusé.

#### **Sondages de reconnaissance:**

***Dans le périmètre de protection rapprochée :*** Les sondages de reconnaissance sont autorisés dans le périmètre de protection rapprochée sous réserve d'étude d'incidence au sens du code de l'environnement.

***Dans le périmètre de protection éloignée :*** conforme à la réglementation générale.

#### **L'ouverture et l'exploitation de carrières touchant la nappe :(3)**

***Dans le périmètre de protection rapprochée :*** interdit

***Dans le périmètre de protection éloignée :*** devront, en plus de la réglementation générale, être équipées de forages de contrôle de la qualité de la nappe en aval hydraulique immédiat.

#### **L'ouverture d'excavation de plus de 2 m de profondeur :(4)**

***Dans le périmètre de protection rapprochée :*** L'ouverture d'excavation de plus de 2 m de profondeur est autorisée dans le périmètre de protection rapprochée sous réserve d'étude d'incidence.

***Dans le périmètre de protection éloignée :*** conforme à la réglementation générale.

#### **Le remblaiement d'excavation de plus de 2 m de profondeur :(5)**

***Dans le périmètre de protection rapprochée :*** sera réalisé à l'aide de matériaux naturels inertes pour les excavations et carrières existantes et pour les excavations autres que carrières à ciel ouvert. Lors du comblement de ces tranchées, la partie supérieure recevra sur 0,50 m des matériaux de faible perméabilité (limon ou argile).

*Dans le périmètre de protection éloignée :* conforme à la réglementation générale.

**Réalisation de mares, étangs :(21)**

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée :* conforme à la réglementation générale

**2- STOCKAGES ET DEPOTS**

**Les dépôts de produits polluants, de déchets solides :(6)**

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée :* seront réalisés sur des aires étanches.

Les modalités de contrôle seront définies par le service compétent. Un ou plusieurs piézomètres seront implantés en aval du dépôt et dans lesquels les eaux souterraines seront prélevées et analysées régulièrement.

**Stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables, de produits chimiques et d'effluents industriels :(9)**

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* interdit.

*Dans le périmètre de protection éloignée :* autorisé avec mise en place d'un réseau de surveillance, constitué de forages implantés à l'amont et à l'aval hydraulique d'une installation classée et dans lesquels les eaux souterraines sont prélevées et analysées régulièrement.

Dans les autres cas, respect de la réglementation en vigueur.

**Stockage de produits destinés aux cultures : (13,14)**

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* interdit.

*Dans le périmètre de protection éloignée :*

**a) Effluents d'élevage et produits organiques destinés à la fertilisation des sols**

- Pour les produits liquides ou pâteux (MS (matières sèches) < 25%), les stockages seront sur aire étanche avec récupération des jus. Un forage de contrôle de la qualité de la nappe pourra être mis en place à l'aplomb des bassins de stockage, par la collectivité responsable de la distribution d'eau, dans le but de s'assurer de leur parfaite étanchéité.

- Pour les produits solides (MS > 25%) les stockages de longue durée (> 6 mois) ou situés toujours au même endroit seront sur aire étanche avec récupération des jus.

- Pour les stockages temporaires (< 6 mois), en bout de champ, quantité stockée limitée aux besoins des parcelles à épandre, pas de stockage deux années consécutives au même endroit.



**b) Engrais liquides minéraux ou de synthèse**

Application de l'article 160 bis du Règlement Sanitaire Départemental.

Un forage de contrôle de la qualité de la nappe pourra être mis en place à l'aplomb des stockages, par la collectivité responsable de la distribution d'eau, dans le but de s'assurer de l'absence d'impact de cette activité délicate sur la qualité des eaux souterraines.

**c) Engrais solides minéraux ou de synthèse et produits phytosanitaires**

Application de la réglementation générale.

**Stockage des eaux usées urbaines ou industrielles :**

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée :* seront réalisées dans des bassins étanches. Les procès verbaux d'essais d'étanchéité seront effectués avant la mise en service des ouvrages. Un forage de contrôle de la qualité de la nappe pourra être mis en place à l'aplomb des bassins de stockage, par la collectivité responsable de la distribution d'eau, dans le but de s'assurer de leur parfaite étanchéité.

**Station d'épuration, lagunage, bassins de décantation d'effluents industriels ou urbain :**

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée :* conforme à la réglementation générale

**3- CANALISATIONS**

**Toutes les canalisations, sauf les collecteurs d'eaux pluviales :**

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* autorisées avec étanchéité renforcée. Des procès-verbaux d'essais d'étanchéité seront réalisés avant la mise en service des conduites. Une inspection vidéo de la canalisation sera réalisée tous les 5 ans, les contrôles d'étanchéité seront annuels.

*Dans le périmètre de protection éloignée :* conforme à la réglementation générale

**Pour les conduites de transport d'hydrocarbures ou de produits chimiques :(8)**

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* interdit



***Dans le périmètre de protection éloignée :*** conforme à la réglementation générale. Des vannes d'isolement seront placées aux extrémités du tronçon de canalisation traversant le périmètre de protection.

#### **4- REJETS**

##### **Les rejets d'eaux usées brutes :**

***Dans le périmètre de protection rapprochée :*** interdit  
Les eaux de lavage de la station de traitement sont évacuées dans un fossé à l'extérieur du périmètre.

***Dans le périmètre de protection éloignée :*** conforme à la réglementation générale

##### **Les rejets d'eaux usées d'installation autonome :**

***Dans le périmètre de protection rapprochée :*** interdit

***Dans le périmètre de protection éloignée :*** sont soumis à autorisation. Le service compétent précisera l'implantation du point de rejet, la filière de traitement et les modalités de contrôle.

##### **Bassins d'infiltration et puits filtrants d'eaux pluviales :**

***Dans le périmètre de protection rapprochée :*** autorisé uniquement pour les eaux issues des toitures.

***Dans le périmètre de protection éloignée :*** les eaux de bassins d'infiltration seront au préalable passées dans un débourbeur-déshuileur. Les bassins seront équipés en aval d'un forage de contrôle de la qualité de la nappe ou d'un puits de sécurité en cas de déversement accidentel.

#### **5- CONSTRUCTIONS – BATIMENTS – ROUTES**

##### **Habitations raccordées à un assainissement collectif :**

***Dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée :*** conforme à la réglementation générale

##### **Habitations avec assainissement autonome :(10)**

***Dans le périmètre de protection rapprochée :*** interdit

***Dans le périmètre de protection éloignée :*** conforme à la réglementation générale

##### **Camping, caravanning et annexes, cimetières, activités artisanales et industrielles :(22)**

***Dans le périmètre de protection rapprochée :*** interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée :* conforme à la réglementation générale

**Bâtiments agricoles : (10)**

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée :*

a) *Hangar pour matériel et produits*

- Autorisé avec respect des articles relatifs au stockage de produits à risque

b) *Local couvert pour stockage de produits agricoles (légumes, céréales,...) sans dépôt de déchets aux abords*

Autorisé

c) *Bâtiments d'élevage (17)*

Respect de la réglementation générale

**Silos produisant des jus de fermentation :**

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée :* étanchéité de la plate-forme et récupération des jus.

**Les travaux de voirie et création de voies nouvelles : (23)**

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* sont autorisés sous réserve d'utiliser des matériaux inertes. L'emploi d'herbicides est interdit pour le traitement des accotements de la route départementale 373.

*Dans le périmètre de protection éloignée :* conforme à la réglementation générale

**Autres constructions :**

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée :* conforme à la réglementation générale

**6- ACTIVITES AGRICOLES**

**Drainage agricole, maraîchage, serres et pépinières :**

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée :* conforme à la réglementation générale

### **Grandes cultures :**

***Dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée :*** réglementation générale

### **Epandage de produits fertilisants : (15)**

***Dans le périmètre de protection rapprochée :*** Fumiers, lisiers et produits organiques d'origine fécale (boues de station d'épuration, fientes, composts) : interdit

***Dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée :*** Raisonnement de la fertilisation en fonction des besoins de la culture suivante et en prenant en compte les apports et fournitures de toute nature.

La pratique du couvert végétal doit suivre les prescriptions de l'arrêté préfectoral pris en application de la directive nitrates.

### **Utilisation de produits phytosanitaires : (16)**

***Dans le périmètre de protection rapprochée,*** l'utilisation de désherbants à vie longue est interdite. Les insecticides de sol sont fortement déconseillés.

***Dans le périmètre de protection éloignée,*** l'utilisation de désherbant à vie longue, ainsi que les insecticides de sol, est fortement déconseillée.

#### ***Dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée :***

Lors de contrôle de la qualité des eaux, toute détection de traces de produits phytosanitaires en limite de conformité, entraînera une surveillance renforcée à la fréquence du contrôle bactériologique effectué par le service compétent. En cas de dépassement fréquent de la concentration maximale admissible, la distribution de l'eau pour alimentation humaine ne sera plus permise et des travaux d'amélioration devront être entrepris.

Les vidanges de fond de cuve et le rinçage des pulvérisateurs sont éliminés, selon les recommandations prescrites par le Ministère en charge de l'Agriculture.

### **Abreuvoirs et abris : (19)**

***Dans le périmètre de protection rapprochée :*** les abreuvoirs et abris d'animaux seront installés à plus de 200 m des ouvrages de captage.

***Dans le périmètre de protection éloignée :*** conforme à la réglementation générale

### **Pacage des animaux et installations mobiles de traite : (18)**

***Dans les périmètres de protection rapprochée :*** pacage autorisé, mais sans apport d'alimentation complémentaire. Les aires de promenade destinées aux animaux et les installations mobiles de traite sont interdites.

***Dans les périmètres de protection éloignée :*** Les aires de promenade destinées aux animaux et les installations mobiles de traite sont déconseillées.



**Prairies permanentes :**

***Dans le périmètre de protection rapprochée :*** Les prairies permanentes existantes à la date de l'arrêté ne seront pas retournées.

***Dans le périmètre de protection éloignée :*** conforme à la réglementation générale

**Défrichement : (20)**

***Dans le périmètre de protection rapprochée :*** interdit

***Dans le périmètre de protection éloignée*** conforme à la réglementation générale.

**TRAVAUX ET ACTIONS**

***Dans le périmètre de protection immédiate :***

La grille d'aération de la chambre de captage devra être remplacée.

La fuite d'eau observée dans la chambre de captage devra être réparée.

***Dans le périmètre de protection éloignée :***

- ↳ Il sera nécessaire de vérifier la conformité des assainissements non collectifs et des éventuels stockages de fuel des maisons individuelles.
- ↳ L'entretien des accotements de la départementale 373 ne devra être réalisé que mécaniquement.
- ↳ Il serait souhaitable de prévoir l'installation d'une aire de remplissage agricole commune et conforme à la réglementation en dehors du périmètre de protection rapprochée.

En référence au courrier en date du 23 septembre 2009 de la DDASS de l'Aube (devenue l'ARS depuis cette date) adressé au gérant du garage situé dans le périmètre de protection éloignée sur la commune d'Etreilles sur Aube :

- ↳ Les véhicules hors d'usage et les pièces inutilisables devront être retirés hors du site.

- ↳ Le stockage des produits hydrocarbures et batteries devra être réalisé sur cuvettes de rétention.
- ↳ L'état des cuves de carburants enterrées devra être vérifié.

Le président de la Communauté de Communes du Pays d'Anglure et les maires concernés veilleront à l'application des prescriptions énoncées. En outre peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait être soumis pour avis au service chargé de la police de l'eau, toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

#### **ARTICLE 8 : DELAIS**

Il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres de protection pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication sur les terrains compris dans les périmètres prévus à l'article 6 dans un délai de :

- six mois pour les dépôts,
- deux ans pour les activités et installations,

à compter de la date de publication au Bulletin d'Informations et Recueil des Actes Administratifs des Préfectures de la Marne et de l'Aube.

#### **ARTICLE 9 : ACQUISITION DES TERRAINS**

Le Président de la Communauté de Communes agissant au nom de la Commune de Granges sur Aube est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles R11-4 à R11-14, les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la constitution du périmètre de protection immédiate du captage communautaire.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

#### **ARTICLE 10 : INDEMNISATION ET DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.  
Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.  
Les indemnités dues sont à la charge de la Communauté de Communes.

## ARTICLE 11 : SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L216-3, L216-4, L216-5, L216-6, L216-8 et L216-9 du Code de l'Environnement et par les articles L1312-1 et L1324-1 du Code de la Santé Publique.

## ARTICLE 12 : INFORMATION AUX TIERS ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Président de la Communauté de Communes du Pays d'Anglure :

- notifié à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain par lettre recommandée avec demande d'avis de réception des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection,

- inséré au recueil des actes administratifs des préfectures de la Marne et de l'Aube,

- affiché en mairie de Granges sur Aube, Bagneux et Etreilles sur Aube, pendant une durée minimale de deux mois. La mention de cet affichage est insérée en caractères apparents, par les soins des Préfets et aux frais du bénéficiaire, dans deux journaux locaux,

- déposé en mairie de Granges sur Aube, Bagneux et Etreilles sur Aube, pour y être consulté.

Les servitudes du présent arrêté seront annexées, dans un délai de trois mois, dans le document d'urbanisme des communes de Granges sur Aube, Bagneux et Etreilles sur Aube.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins de M. le Président de la Communauté de Communes du Pays d'Anglure. Il transmet à l'agence régionale de santé, **dans un délai de 6 mois** après la date de la signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités relative à la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée et éloignée, l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

## ARTICLE 13 : VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès de M. le Président du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex).

**ARTICLE 14 :** Ce présent arrêté abroge et remplace les dispositions réglementaires édictées dans l'arrêté préfectoral du 5 avril 2011.



## ARTICLE 15: EXECUTION – DIFFUSION


M. le Délégué Territorial Départemental de la Marne, Mme la Déléguée Territoriale Départementale de l'Aube de l'Agence Régionale de Santé CHAMPAGNE ARDENNE, M. le Directeur Départemental des Territoires de la Marne, M. le Directeur Départemental des Territoires de l'Aube, M. le Président de la Communauté de Communes du Pays d'Anglure, MM. les Maires de Granges sur Aube, Bagneux et Etreilles sur Aube sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures de la Marne et de l'Aube.

**- 7 OCT. 2011**

Pour le Préfet  
La Secrétaire Générale



Catherine HENUIN

Pour le Préfet  
Le Sous-Préfet de Reims  
Secrétaire Général par suppléance  
  
Michel BERNARD